



À partir du 10 septembre, construisons le rapport de force pour gagner sur nos revendications !

Bloquons le budget Macron-Bayrou !

La dynamique de l'initiative citoyenne du 10 septembre démontre l'ampleur de la colère sociale. Nos organisations souhaitent que cette journée soit une première étape réussie, ce qui passe en particulier par la grève sur les lieux de travail. Elles appellent donc leurs syndicats à débattre avec les salarié-e-s pour élaborer les cahiers revendicatifs et construire la grève partout où cela est possible.

Les politiques gouvernementales et patronales qui se succèdent s'inscrivent depuis plusieurs décennies dans la remise en cause de nos acquis sociaux, de nos services publics.

Ainsi le projet de budget porté par François BAYROU intègre : la suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, la remise en cause du droit du travail, une énième réforme de l'assurance chômage, le gel des prestations sociales et celui des salaires des fonctionnaires comme des contractuel-les, la désindexation des pensions de retraites, le doublement des franchises médicales, la remise en cause de la 5e semaine de congés payés ... C'est inacceptable !

Il a été évalué que pour la seule année 2023, ce ne sont pas moins de 211 milliards € d'aides publiques aux entreprises sans condition ni contrôle de l'utilisation pour l'intérêt général. Dans le même temps les dividendes versés aux actionnaires battent des records. Et ce serait à nous de payer la facture ? C'est hors de question !

Notre position « STOP au Budget Bayrou ! » se décline à l'ensemble des projets de budget qui pourraient être présentés et qui s'inscriraient dans la même philosophie !

Nous appelons chacune et chacun à rejoindre toutes les initiatives revendicatives en Région Île de France dès le 10 septembre.

Nous exigeons :

- L'abandon du budget Bayrou et des politiques d'austérité
- L'abrogation des « contres-réformes des retraites », première étape pour gagner la retraite à 60 ans
- L'application immédiate de l'égalité salariale et la revalorisation de tous les métiers à prédominance féminine pour qu'enfin le principe « un salaire égal pour un travail de valeur égale »
- L'augmentation des salaires, des pensions, des retraites, des minima sociaux et des bourses étudiantes
- Le financement de nos services publics et de la transformation environnementale de notre économie, la défense de notre Sécurité Sociale, de l'argent pour nos hôpitaux, nos écoles, nos universités, nos infrastructures et notre politique culturelle
- L'abandon du projet de réforme de l'assurance chômage
- L'arrêt de tous les licenciements